



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

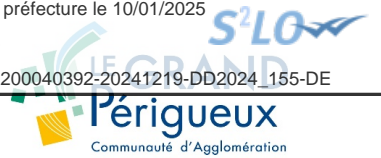
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 10/01/2025

Reçu en préfecture le 10/01/2025

Publié le

ID : 024-200040392-20241219-DD2024\_155-DE



**CONVENTION FINANCIÈRE ANNUELLE  
RELATIVE AU CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
ANNÉE 2024**

**ENTRE**

L'État, représenté par Marie AUBERT, Préfète du département de la Dordogne,

d'une part,

**ET**

La Communauté d'agglomération Le Grand Périgueux représentée par son Président Jacques AUZOU

d'autre part,

Dénommés les parties prenantes.

## Préambule :

En tant qu'accord-cadre pluriannuel, le contrat de relance et de transition écologique accompagne la mise en œuvre d'un projet de territoire à l'échelle du bassin de vie concerné. Il fédère l'ensemble des acteurs institutionnels publics et privés amenés à porter ou à soutenir des actions permettant la réalisation de ce projet et s'inscrit en cohérence avec les stratégies et les outils d'intervention des parties prenantes. Le contrat décline des objectifs et un plan d'actions sur les orientations stratégiques prioritaires du projet de territoire.

La présente convention financière liste les actions à engager pour l'année 2024.

Elles pourront être cofinancées par l'Etat, par des subventions qui seront demandées par les maîtres d'ouvrage, au titre des dotations et crédits disponibles, pour lesquelles les actions qu'ils portent seraient éligibles.

Les crédits régionaux, les crédits de droit commun du Conseil Départemental, des fonds européens ou d'autres sources de financement qui seraient destinées à apporter un complément financier aux opérations de la présente convention pourront être sollicités par les maîtres d'ouvrage.

**VU** le contrat de relance et de transition écologique « Grand Périgueux », signé le 30 juillet 2021, et plus particulièrement le plan d'actions opérationnel,

**VU** les financements prévus au titre de l'année budgétaire 2024 sur l'ensemble des dispositifs mobilisés dans la mise en œuvre du contrat de relance et de transition écologique et de son plan d'actions,

Les parties prenantes, porteurs du contrat de relance et de transition écologique, conviennent :

## **ARTICLE 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de déterminer les engagements financiers des porteurs du contrat de relance et de transition écologique, pour l'engagement d'actions au cours de l'année 2024, au regard des actions inscrites dans le plan d'actions susvisé.

## **ARTICLE 2 : Descriptif des actions engagées en 2024**

Ces actions engagées en 2024 sont déclinées en annexe 2 de la présente convention.

Chacune d'elles se présente, dans la mesure du possible, sous la forme d'une fiche-action qui comporte au moins les rubriques suivantes :

- l'axe prioritaire du contrat
- la désignation/l'objet de l'action
- sa localisation
- son descriptif sommaire
- le maître d'ouvrage
- le budget de l'action
- la part mobilisée par le maître d'ouvrage (minimum 20% ou 30% selon les cas)
- la part attendue par l'Etat (crédits du Fonds Vert, dotation, crédit de droit commun crédits spécifiques,...)
- les parts des autres contributeurs : signataires-partenaires du contrat de relance et de transition écologique, autres cofinanceurs : (contrat avec une collectivité, appel à projet, apports non financiers,...)
- le calendrier de réalisation
- les indicateurs de suivi et d'évaluation, ainsi que toute autre indication utile aux cofinanceurs.

### **ARTICLE 3 : Financement des actions concrètes opérationnelles annuelles**

Le financement de chacune des actions programmées en 2024 est réalisé sur la base des décisions fixant la contribution apportée, selon les modalités définies par chacun des dispositifs mobilisés.

Ainsi, concernant les dotations de l'Etat, la présente convention ne dispense pas le porteur de projet de déposer une demande de subvention auprès de la préfecture, qui sera instruite selon les règles les régissant. L'engagement financier de l'Etat au titre de la présente convention est donc sous réserve que les dossiers déposés de demande de subvention soient conformes et éligibles. Pour chaque opération retenue, un arrêté attributif de subvention sera édité.

Au titre de l'année budgétaire 2024, sur la base des actions programmées listées à l'annexe 1 de la présente convention, les crédits appelés s'élèvent ainsi :

**12,79 M€ des dispositifs d'Etat** mobilisés sur les projets 2024 répartis ainsi :

- **2,74 M€** au titre de la DETR 2024
- **1,67 M€** au titre de la DSIL 2024
- **1,66 M€** au titre du Fonds Vert
- **324 680€** au titre du FNADT
- **320 000 €** au titre des Espaces France services du territoire
- **204 278 €** au titre de l'appel à projets Politique de la Ville
- **50 000 €** au titre de l'ANCT fonds de soutien au commerce rural
- **917,7 K€** au titre de l'ADEME
- **4,90 M€** au titre de l'Agence de l'Eau Adour Garonne

**3,41 M€ des dispositifs du Grand Périgueux** mobilisés en 2024 en faveur des communes et des associations répartis ainsi :

- **676,7 K€** au titre du Fonds de mandat
- **336,7 K€** au titre du supplément écologique du Fonds de mandat
- **391,4 K€** au titre de l'appel à projets Actions écologiques
- **50 000 €** au titre du Fonds démographie
- **50 000 €** au titre du Fonds commerce
- **12 000 €** au titre des aides aux logements conventionnés
- **77 178,81 €** au titre du Fonds France Services
- **100 K€** au titre de l'investissement et l'appel à projets annuel en QPV
- **1,72 M€** au titre de l'aide exceptionnelle

**Soit un total de 16,2 M€ de crédits Etat et du Grand Périgueux engagés au titre de 2024 au bénéfice du territoire de la communauté d'agglomération.**

Le détail des financements connu à ce jour est présenté par action et par axe du CRTE dans une annexe à la présente convention (annexe 1) ainsi que les fiches actions correspondants (annexe 2).

Total crédits Etat par type de crédits	DETR	DSIL	Fonds Vert	FNADT	Agence De L'eau	ADEME	Autres (Politique de la Ville, France Services, ANCT)	
12,79 M€	2,74 M€	1,67 M€	1,66 M€	324 K€	4,90 M€	917,7 K€	574K€	

Total crédits Grand Périgueux par type de crédits	Fonds de mandat Supp.éco.	AAP Actions Écologiques	Fonds démographie médicale	Fonds commerce	Fonds logement	Fonds France Services	QPV	Aide exceptionnelle
3,41 M€	1,01 M€	391,4 K€	50 K€	50 K€	12 K€	77K€	100K€	1,72 M€

Il est important de relever que **la liste des financements accordés en 2024 n’est pas exhaustive**, compte tenu de décisions qui n’interviendront qu’à la fin de l’année 2024.

**ARTICLE 4 : Durée**

La présente convention est signée pour l’année 2024 correspondant à l’année budgétaire.

**ARTICLE 5 : Suivi**

Le comité de pilotage du contrat de relance et de transition écologique assure le suivi de la réalisation des actions et des engagements des signataires et des partenaires.

Fait à Périgueux, le

La préfète de la Dordogne,  
Déléguee territoriale de l’Agence de la cohésion des  
territoires

Le président de la communauté d’agglomération  
Le Grand Périgueux

Marie AUBERT

Jacques AUZOU

---

**Annexe 1** : Liste détaillée des projets financés par l’Etat et le Grand Périgueux en 2024  
**Annexe 2** : Fiches-actions correspondantes